

Lundi 6 mai 2024



**ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA**

**FEUILLETON** N° 51  
ET AVIS

**PREMIÈRE SESSION, QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE**

**PRIÈRE ET RECONNAISSANCE DES TERRITOIRES**

**TREIZE HEURES TRENTE**

**AFFAIRES COURANTES**

**DÉPÔT DE PROJETS DE LOI**

M<sup>me</sup> la ministre SCHMIDT

(N° 12) — *Loi modifiant la Loi sur l'environnement/The Environment Amendment Act*

M<sup>me</sup> la ministre NAYLOR

(N° 26) — *Loi modifiant la Loi sur la location à usage d'habitation/The Residential Tenancies Amendment Act*

M<sup>me</sup> la ministre MARCELINO

(N° 27) — *Loi modifiant la Loi sur les relations du travail/The Labour Relations Amendment Act*

M<sup>me</sup> la ministre MARCELINO

(N° 28) — *Loi n° 2 modifiant la Loi sur les relations du travail/The Labour Relations Amendment Act (2)*

M. le ministre SALA

(N° 32) — *Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Manitoba/The Manitoba Hydro Amendment Act*

Ministre ASAGWARA

(N° 35) — *Loi sur le protecteur des aînés/The Seniors' Advocate Act*

M. le ministre SALA

(N° 37) — *Loi d'exécution du budget de 2024 et modifiant diverses dispositions législatives en matière de fiscalité/The Budget Implementation and Tax Statutes Amendment Act, 2024*

M. BALCAEN

(N° 204) — *Loi modifiant la Loi sur le changement de nom/The Change of Name Amendment Act*

M<sup>me</sup> COOK

(N° 205) — *Loi modifiant la Loi sur la désignation de bénéficiaires (régimes de retraite, d'épargne et autres)/The Beneficiary Designation (Retirement, Savings and Other Plans) Amendment Act*

M<sup>me</sup> STONE

(N° 206) — *Loi modifiant la Loi sur la protection des images intimes/The Intimate Image Protection Amendment Act*

M. WASYLIW

(N° 210) — *Loi sur la protection des propriétaires contre les offres d'achat non sollicitées/The Homeowner Protection from Unsolicited Purchase Offers Act*

M<sup>me</sup> CHEN

(N° 212) — *Loi sur le Mois du patrimoine asiatique (modification de la Loi sur les journées, les semaines et les mois commémoratifs)/The Asian Heritage Month Act (Commemoration of Days, Weeks and Months Act Amended)*

---

## **RAPPORTS DE COMITÉS**

### **DÉPÔT DE RAPPORTS**

### **DÉCLARATIONS DE MINISTRE**

### **DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ**

### **QUESTIONS ORALES**

### **PÉTITIONS**

M<sup>me</sup> COOK

M. GOERTZEN

M. GUENTER

M. KHAN

M<sup>me</sup> LAMOUREUX

M. NESBITT

M. PERCHOTTE

M. PIWNIUK

M. SCHULER

M<sup>me</sup> STONE

M. WOWCHUK

## GRIEFS

## ORDRE DU JOUR

### AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

#### COMITÉ PLÉNIER

#### COMITÉ DES SUBSIDES

(98 heures 15 minutes)

---

#### DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT

M<sup>me</sup> la ministre MARCELINO

(N° 7) — *Loi abrogeant la Loi sur les projets de construction dans le secteur public (appels d'offres)/The Public Sector Construction Projects (Tendering) Repeal Act*

(M. le ministre WIEBE)

**Projet de loi choisi par l'opposition**

M<sup>me</sup> la ministre MARCELINO

(N° 9) — *Loi modifiant le Code des normes d'emploi/The Employment Standards Code Amendment Act*

(M. NESBITT — 19 minutes)

**Projet de loi choisi par l'opposition**

M. le ministre WIEBE

(N° 30) — *Loi sur les richesses inexplicées (modification de la Loi sur la confiscation de biens obtenus ou utilisés criminellement et de la Loi sur les corporations)/The Unexplained Wealth Act (Criminal Property Forfeiture Act and Corporations Act Amended)*

(M. JOHNSON — 26 minutes)

---

#### DEUXIÈME LECTURE

M. le ministre WIEBE

(N° 16) — *Loi sur la remise de rapports relativement à la responsabilisation en matière de réglementation et modification de la Loi sur les textes législatifs et réglementaires/The Regulatory Accountability Reporting Act and Amendments to the Statutes and Regulations Act*

**Projet de loi choisi par l'opposition**

M. le ministre ALTOMARE

(N° 21) — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques/The Public Schools Amendment Act*

(Recommandé par la lieutenant-gouverneure)

**Projet de loi choisi par l'opposition**

M. le *ministre* WIEBE

(N° 29) — *Loi modifiant la Loi sur le contrôle des gilets de protection balistique et des véhicules blindés/The Body Armour and Fortified Vehicle Control Amendment Act*

M. le *ministre* MOSES

(N° 31) — *Loi sur le stockage de carbone capté/The Captured Carbon Storage Act*  
(Recommandé par la lieutenant-gouverneure)

M<sup>me</sup> la *ministre* NAYLOR

(N° 33) — *Loi n° 3 modifiant la Loi sur le changement de nom/The Change of Name Amendment Act (3)*

M. le *ministre* WIEBE

(N° 34) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools, des jeux et du cannabis/The Liquor, Gaming and Cannabis Control Amendment Act*

Ministre ASAGWARA

(N° 36) — *Loi modifiant la Loi sur les professions de la santé réglementées/The Regulated Health Professions Amendment Act*

---

## MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT — DÉBAT

M<sup>me</sup> la *ministre* MARCELINO

Que l'Assemblée législative du Manitoba condamne les efforts qui mettent en péril les pensions des Canadiens et qu'elle déclare qu'elle appuie collectivement le Régime de pensions du Canada ainsi que les mesures et stratégies qui renforcent le régime de pension national des aînés, des retraités et des travailleurs de la province et du pays.

(M<sup>me</sup> la *ministre* FONTAINE)

M<sup>me</sup> la *ministre* MARCELINO

Que l'Assemblée législative du Manitoba affirme son engagement envers l'appel au cessez-le-feu immédiat dans la guerre opposant Israël et Gaza pour contrer la crise de famine.

(ouvert)

---

# FEUILLETON DES AVIS

## AVIS DE MOTIONS POUR MARDI

M. WHARTON

(N° 213) — *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools, des jeux et du cannabis et la Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries (vente au détail d'une gamme élargie de boissons alcoolisées)/The Liquor, Gaming and Cannabis Control Amendment and Manitoba Liquor and Lotteries Corporation Amendment Act (Expanding Liquor Retail)*

M. JOHNSON

(N° 214) — *Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Manitoba (ententes de facturation nette)/The Manitoba Hydro Amendment Act (Net-Metering Agreements)*

M. PERCHOTTE

(N° 215) — *Loi modifiant le Code de la route (dépassement des véhicules sur l'accotement)/The Highway Traffic Amendment Act (Passing Vehicle on Shoulder)*

---

## QUESTIONS ÉCRITES

M<sup>me</sup> COOK

1. La personne ministre de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée peut-elle fournir une liste — par type de service et par établissement — des ententes signées dans le cadre de la Demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement par le Groupe de travail sur le rétablissement des services chirurgicaux et diagnostiques pendant son existence et peut-elle indiquer si ces ententes ont été renouvelées pour l'exercice 2024 2025?
2. La ministre du Travail et de l'Immigration peut-elle indiquer le nombre exact de travailleurs qu'on a fait venir des Philippines depuis le début de 2024 dans le cadre du programme de recrutement de travailleurs philippins et qui travaillent actuellement au Manitoba?

M. JOHNSON

3. Le premier ministre peut-il donner des précisions concernant la composition du comité multipartite sur les soins à domicile qu'il s'est engagé à créer et le délai prévu pour l'établissement de ce comité?
4. La personne ministre de la Santé, des Aînés et des Soins de longue durée peut-elle indiquer la date à laquelle les frais de stationnement dans les établissements de santé du Manitoba seront éliminés pour faire en sorte que « l'argent qui reste dans la poche d'une personne ne soit pas un obstacle à l'accès au système de soins de santé » [*traduction*] et peut-elle également préciser le montant annuel total des ressources financières que le gouvernement provincial mettra à la disposition des établissements touchés à titre de compensation?

M. GUENTER

5. En mars 2022, le contrat du service aérien ambulancier STARS a été prolongé de deux ans. Étant donné les services essentiels qu'offre STARS et tout particulièrement la tranquillité d'esprit qu'il donne aux Manitobains dans les régions rurales, la ministre de la Protection du consommateur et des Services gouvernementaux peut-elle faire le point sur le statut de ce contrat et la prestation de ces services aux Manitobains?

M. KHAN

6. Le ministre des Finances peut-il nous indiquer l'emplacement et la date d'ouverture des centres de service à la clientèle d'Hydro-Manitoba dont le gouvernement provincial a besoin pour répondre à son engagement voulant que tous les clients habitent à au plus une heure d'un centre?
7. Le ministre des Finances peut-il nous indiquer le moment de l'entrée en vigueur de la déduction d'impôt qu'il s'est engagé à mettre en œuvre pour les Caisses populaires et les credit unions au profit de la communauté francophone?
8. Le 22 février 2024, lors d'une réunion du Comité permanent des sociétés d'État, le président-directeur général intérimaire d'Hydro-Manitoba ainsi que le président de la Régie d'hydro-électricité du Manitoba ont pris plusieurs questions en délibéré et se sont engagés à remettre des réponses détaillées au comité par l'entremise du ministre responsable d'Hydro-Manitoba. Les réponses devaient être fournies dans un délai de trois à quatre semaines. Le ministre peut-il fournir ces réponses et expliquer le retard?
9. Le ministre des Finances a mentionné, tant à l'Assemblée qu'à la séance d'information sur son projet de loi, des recherches menées par le ministère des Finances pour garantir que les Manitobains puissent profiter des économies découlant de l'exonération de la taxe sur les carburants. Le ministre fournira-t-il ces recherches et les déposera-t-il devant cette assemblée?

M. BALCAEN

10. Le ministre de la Justice a affirmé qu'il était nécessaire d'avoir une stratégie immédiate de lutte contre les opiacés qui comprend « la restriction de la vente de presses à comprimés dans la province afin d'éviter que le fentanyl se retrouve dans les rues » [*traduction*]. Le ministre peut-il divulguer la date de l'entrée en vigueur de l'interdiction?

M. PERCHOTTE

11. La ministre de l'Éducation postsecondaire et de la Formation a délivré des lettres d'attestation afin de permettre à des étudiants étrangers d'étudier dans des établissements de la province. La ministre peut-elle indiquer à l'Assemblée le nombre exact de lettres d'attestation que chaque établissement s'est vu accorder pour l'année universitaire 2023-2024 par rapport au nombre d'étudiants étrangers qu'il accueillait pendant les années universitaires 2020-2021 et 2022-2023?

M. WOWCHUK

12. En raison de la menace que représente la présence de la moule zébrée dans le lac Clear, il est essentiel d'améliorer la surveillance des eaux en amont pour veiller à la santé et à la protection des cours d'eau éloignés. La ministre de l'Environnement et du Changement climatique peut-elle fournir des données sur la fréquence des analyses de l'eau provenant du lac Clear et indiquer les mesures qui ont été prises pour limiter la propagation d'espèces aquatiques envahissantes?

M<sup>me</sup> HIEBERT

13. L'ancienne ministre des Familles a demandé l'installation de caméras de surveillance supplémentaires près des unités de Logement Manitoba afin d'améliorer la sécurité des locataires. La ministre du Logement, de la Lutte contre les dépendances et de la Lutte contre l'itinérance peut-elle indiquer le nombre de caméras supplémentaires qui ont été installées, leur emplacement, le coût et qui est chargé de la surveillance?

M. BEREZA

14. Le député de The Maples a indiqué que les demandes d'immigration des agriculteurs provenant de la province du Pendjab devraient être traitées en priorité dans le cadre de l'Initiative de recrutement stratégique d'agriculteurs. Quelles sont les mesures mises en œuvre par le ministre de l'Agriculture pour recruter des fermiers de la province du Pendjab?

M. PIWNIUK

15. Le 5 mars 2024, lors d'une réunion du Comité permanent des sociétés d'État, la présidente et directrice générale de la Société d'assurance publique du Manitoba a pris plusieurs questions en délibéré et s'est engagée à remettre des réponses détaillées au comité par l'entremise du ministre responsable de la Société. Le ministre peut-il fournir ces réponses et expliquer le retard?
16. Le 27 février 2024, lors d'une réunion du Comité permanent des sociétés d'État, la présidente et directrice générale de la Société pour l'efficacité énergétique du Manitoba a pris plusieurs questions en délibéré et s'est engagée à remettre des réponses détaillées au comité par l'entremise de la ministre responsable. La ministre peut-elle fournir ces réponses et expliquer le retard?

M. NARTH

17. Le 13 février 2024, lors d'une réunion du Comité permanent des sociétés d'État, le président et directeur général de la Société manitobaine des alcools et des loteries a pris plusieurs questions en délibéré et s'est engagé à remettre des réponses détaillées au comité par l'entremise du ministre responsable de la Société, estimant qu'il lui faudrait une semaine pour le faire. Le ministre peut-il fournir ces réponses et expliquer le retard?
18. Le 13 février 2024, lors d'une réunion du Comité permanent des sociétés d'État, le président et directeur général de la Société manitobaine des alcools et des loteries n'a pas été en mesure de fournir des réponses précises concernant les coûts d'exploitation et de dotation des magasins Liquor Mart Express. Le ministre peut-il chiffrer ces dépenses annuelles?

## AVIS DE MOTIONS POUR LE PROCHAIN JEUDI OÙ SERONT EXAMINÉES LES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

### PROPOSITIONS

M. PIWNIUK — Respect des contribuables à revenu moyen

13. Attendu :

que sous l'ancien gouvernement provincial néo-démocrate, le Manitoba a connu des taux d'imposition des particuliers, des frais et des impôts fonciers parmi les plus élevés au Canada;

qu'il a augmenté la taxe sur les ventes au détail, aussi appelée la taxe de vente provinciale (TVP), qu'il a assujéti plus de services à la TVP, qu'il a augmenté les frais d'immatriculation des véhicules et les taxes sur les carburants et qu'il a refusé d'indexer le régime d'impôt sur le revenu des particuliers pour protéger les Manitobains contre l'inflation;

que le gouvernement provincial actuel augmente d'environ 148 millions de dollars annuellement l'impôt foncier pour l'éducation imposé aux Manitobains de la classe moyenne;

que sous ce gouvernement, les divisions scolaires ont été autorisées à augmenter jusqu'à 17 % les impôts fonciers locaux;

que même si le premier ministre a menacé de prendre des mesures contre les épiceries qui ne réduisent pas leurs prix, le panier d'épicerie coûte plus cher aujourd'hui qu'au 1<sup>er</sup> janvier;

que le gouvernement provincial actuel a augmenté l'impôt payé par les médecins, les pharmaciens, les ingénieurs, les avocats et d'autres professionnels importants aux yeux des Manitobains;

que selon un sondage récemment effectué par Probe, quatre Manitobains sur cinq sont d'avis que le budget de 2024-2025 ne leur rendra pas la vie plus abordable,

il est proposé que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte le gouvernement provincial à éliminer les impôts fonciers et à reconnaître que l'éducation supérieure, les impôts fonciers et les mesures d'allégement temporaires ne protègent pas les Manitobains contre la crise du coût de la vie et ne constituent pas des mesures favorisant l'abordabilité qui sont permanentes et durables.